

PJ-ABZ-432

**LES FEMMES ET LES  
RAPPORTS ENTRE HOMMES ET FEMMES**

**Contrat N° 624-0219-C-00-2094-00  
Projet de la Gestion des Ressources Naturelles  
de la Guinée**

**Soumis à:  
United States Agency for  
International Development/Guinée  
Conakry, Guinée**

**Soumis par:  
CHEMONICS INTERNATIONAL  
2000 M Street, N.W.  
Washington, D.C. 20036**

**Auteur: Delores Koenig, Ph.D.**

**le 6 août 1993**

K

---

## LISTE DES ACRONYMES

---

AID	(U.S.) Agency for International Development
BRP	Bassin Représentatif Pilote
GRG	Government of the Republic of Guinea
NRM	(Guinea) Natural Resources Management project
OMVG	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (Gambia River Basin Authority)
PMU	Project Management Unit
PRA	Participatory rural appraisal
USAID	United States Agency for International Development
WMU	Watershed Management Unit

---

## TABLE DES MATIERES

---

	<u>Page</u>	
SECTION I	LE BUT ET L'ORGANISATION DU VOYAGE	1
	A. But du voyage	1
	B. Personnes contactées	1
	C. Itinéraire du voyage	2
SECTION II	OBSERVATIONS GENERALES	3
SECTION III	ANTECEDENTS ET CONTEXTE	5
	A. Relations entre hommes et femmes dans la région du projet	6
	B. Amélioration de la vie des femmes dans la zone du projet	8
SECTION IV	INTERVENTIONS DU PROJET	11
	A. Question cruciale: les travaux ménagers des femmes	11
	B. Petites entreprises	13
	C. Augmentation de la production agricole	16
	D. Les femmes, utilisatrices de ressources	18
	E. Activités complémentaires	19
SECTION V	PERSONNEL	21
	A. Spécialiste FDD/vulgarisation du BRP	21
	B. Volontaires du Corps de la paix	22
	C. Formation	23
	C1. Formation technique	23
	C2. Concepts de développement	24
	C3. Femmes dans le développement: animation et vulgarisation	25
	C4. Organisation de la formation	26
SECTION VI	INDICATEURS POTENTIELS	29
BIBLIOGRAPHIE		27
ANNEXE A		A-1

---

**SECTION I**  
**LE BUT ET L'ORGANISATION DU VOYAGE**

---

**A. But du voyage**

Le but de cette mission de courte terme était d'évaluer l'effet des politiques et réglementations diverses du Gouvernement de la Guinée sur le bien-être des femmes guinéennes et comment les interventions du projet pourraient être ciblées afin d'encourager le développement sur des bases équitables et durables pour les femmes et les hommes ensemble. Il avait également comme but d'identifier des points pertinents afférents aux femmes en ce qui concerne les activités prévues pour les bassins versants divers et d'approfondir les connaissances des techniciens du projet à leur sujet (voir Annexe A).

**B. Personnes Contactées**

S.K. Reddy	Project Officer, USAID/Conakry
Dan Jenkins	Deputy ADO, USAID/Conakry
Bill Polidoro	Project Manager, USAID/Conakry

K.B. Paul	Equipe Chemonics
Robert Chase	
Tom Erdmann	
Stephen Aversa	

Mathias Haba	National Coordinator, DNFC
Yacine Sow	Regional Coordinator, DNFC

Mamadou Saliou Diallo	Equipe BRP, Kouratongo
Mamadou Coumbassa	
Mamadou Aliou Souare	
Mamadou Malal Balde	
Binta Fady Diallo	

Alpha Bacar Bah	Equipe BRP, Linsan Saran
Abdoulaye Kouye Bah	
Mamadou Linguewy Balde	
Bocar Sow	
Mariama Oury Balde, Mme. Diallo	

Beana Dounamou	Equipe BRP, Sougueta
Jean Lucien Tounkara	
Morlaye Keita	
Abdoulaye Toure	
Rabiatou Camara, Mme. Diallo	

Julie Fischer  
Rebecca Furth  
Paul Rippy

Sociologue, University of Wisconsin, Land Tenure Center, Labé  
Corps de la paix, Kouratongo  
Project Representative/Director/PRIDE Project, USAID

### Villageois dans les villages visités

Je tiens à remercier toutes les équipes BRP ainsi que l'UGP à Labé pour leur hospitalité généreuse.

### C. Itinéraire du voyage

16 juin	Conakry
17 juin	Déplacement sur Labé
18, 19 juin	Labé
20 juin	Déplacement sur Kouratongo
21, 22 juin	Kouratongo
Villages visités:	Diaforé Kouné; Ley Diaforé; Ghada Diaforé; Dow Diaforé; Dow Kouratongo
23 juin	Retour à Labé; déplacement sur Linsan Saran
24, 25 juin	Linsan Saran
Villages visités:	Telibofi; Dongol; Guémé; Bindougou; Tyewéré
26 juin	Retour à Labé
27 juin	Labé
28 juin	Déplacement sur Sougueta
29, 30 juin	Sougueta
Villages visités:	Falloulaye; Farinta; Hafia; Fotongbé
1er juillet	Déplacement sur Conakry
2, 3 juillet	Conakry
4 juillet	Départ Conakry

---

## SECTION II

### OBSERVATIONS GENERALES

---

A l'inverse d'un grand nombre de projets de développement, le projet GRN en Guinée a commencé par accorder une attention soutenue aux problèmes des femmes. Le document de projet relevait le rôle essentiel rempli par les femmes dans l'agriculture dans le Fouta Djallon, et prévoyait un expert-conseil de court terme affecté aux questions féminines dans le cadre de la conception de projet. Lorsque l'on m'a demandé de faire l'évaluation des initiatives actuelles concernant les femmes et le développement, en juin 1993, l'équipe avait déjà entamé ses travaux, en s'assurant d'une prise de conscience des problèmes des femmes.

Le présent rapport est réalisé au vu des travaux en cours. Plutôt que d'être axé sur les initiatives des équipes en vue de remplir les besoins de développement des femmes, il étudie les domaines où ces efforts pourraient être renforcés. Il porte simultanément sur les équipes de l'unité nationale d'aménagement du bassin versant—Bassin représentatif pilote (BRP)—sur l'équipe d'assistance technique de l'unité de gestion de projet (UGP), et les collaborateurs de l'USAID-Guinée. Certaines questions soulevées constituent déjà des domaines de préoccupation non négligeable pour une partie, ou plusieurs segments, du public concerné, sans nécessairement le toucher dans son intégralité. Le but de ce rapport consiste à s'assurer que toutes les parties sont conscientes des diverses questions concernées.

Les termes de référence spécifiques prévoyaient de déterminer dans quelle mesure les différentes activités de GRN auront une incidence sur le bien-être des femmes, et d'apporter des recommandations sur la manière dont ces activités pourraient favoriser un développement durable pour les hommes et les femmes. Ils avaient également pour but de présenter une évaluation du rôle des animatrices locales, ou chargées de vulgarisation, par rapport aux équipes de bassin versant, et cerner les besoins de formation complémentaire à leur bénéfice. En outre, il conviendrait que le rapport relie ces éléments au rôle du spécialiste en FDD—vulgarisation exigé pour l'équipe d'assistance technique, et enfin, suggérer les indicateurs potentiels aux fins de suivi et d'évaluation.

Ce rapport se penche tout d'abord sur les antécédents et le contexte du projet, à la lumière de la structure sociale et de l'économie du Fouta Djallon. Il étudie ensuite les volets de projet spécifiques quant à leurs répercussions éventuelles selon les sexes. Après un débat sur les questions de personnel, le rapport suggère des indicateurs de suivi, afin de déterminer si les interventions de projet ont bien les répercussions souhaitées sur les femmes.

---

### SECTION III

#### ANTECEDENTS ET CONTEXTE

---

Le but du projet GRN en Guinée consiste à améliorer la gestion des ressources naturelles dans les trois bassins versants du Fouta Djallon, en Guinée, en vue d'une production agricole rentable et durable. Le projet reconnaît que les démunis n'ont souvent pas d'autre choix, pour survivre, que de se servir des ressources naturelles de façon destructive, et pour que les interventions destinées à protéger les ressources naturelles réussissent, il convient de les conjuguer à des améliorations des conditions de vie des citoyens afin qu'ils ne soient pas tentés d'employer irrationnellement leurs ressources. Ainsi, le projet relie le volet de gestion des ressources naturelles à des actions visant à accroître la production agricole et les possibilités de revenu des populations locales. Le projet comporte trois grands volets: la conservation des ressources naturelles, la production agricole et le développement des petites entreprises.

Bien que le siège du projet se trouve à Labé, la capitale régionale de la Moyenne Guinée, le projet est mis en oeuvre dans trois bassins versants différents: Diaforé (sous-préfecture de Kouratongo, préfecture de Tougué), Koundou (Linsan Saran-Lelouma) et Dissa (Sougueta-Kindia). Alors que deux des bassins de trouvent au coeur du Fouta, Dissa se trouve en Guinée maritime, à quelque distance de la vallée du Fouta. Son écologie se démarque nettement, ainsi que son contexte socio-culturel et économique. Cet état de fait débouche sur une complexité de mise en oeuvre de projet qui n'existerait pas si les trois bassins étaient quelque peu plus homogènes.

Ce rapport procède selon l'hypothèse que le but du projet consiste à relever de façon efficace et pragmatique les conditions de vie des populations locales, sans changer radicalement leur orientation socio-culturelle actuelle. Comme indiqué dans GRG (1993, 19), il convient de considérer le contexte culturel de la population "comme les racines profondes sur lesquelles se greffent et se basent les actions de développement." Il s'agit d'un élément particulièrement important dans le Fouta Djallon, où la première République de Guinée a été ressentie comme forçant les Guinéens à s'engager dans des changements sociaux radicaux.

Selon des normes américaines, et même selon celles de nombreux Africains de l'Ouest, les sociétés du Fouta Djallon sont très stratifiées, et différents segments de la population ont un accès supérieur ou inférieur, inégal en tout cas, aux ressources économiques et au pouvoir. Il s'agit également, mais non exclusivement, des différences entre les hommes et les femmes. Le présent rapport prend pour hypothèse que la façon la plus efficace de mettre en oeuvre le projet consiste à oeuvrer dans le contexte d'inégalités intenses entre les sexes. Les hommes et les femmes dans ces zones affirment souhaiter des améliorations dans la vie quotidienne des femmes, et il conviendrait que le projet oeuvre dans les domaines prioritaires, selon les populations. Ces travaux doivent découler d'une préhension sûre de la structure socio-culturelle de ces régions.

## A. Relations entre hommes et femmes dans la région du projet

Le schéma des relations entre hommes et femmes est affecté non seulement par les valeurs culturelles concernant la relativité des rôles des hommes et des femmes, mais également par les conditions socio-économiques. On peut faire le distinguo entre la zone australe de Dissa et les deux bassins de Fouta (Diaforé et Koundou) en vertu de ces critères. Pour comprendre les réactions des populations aux initiatives de développement, il convient de commencer par une étude de ces facteurs.

Les populations de Diaforé et de Koundou se composent principalement de Fulbés, qui sont arrivés dans la région au 13<sup>e</sup> siècle, et qui ont acquis son contrôle politique lors d'une *jihad* au 18<sup>e</sup> siècle. Ils ont subjugué les populations agricoles autochtones, dont les descendants gardent une position sociale inférieure, bien qu'ils parlent fulbé et qu'ils aient adopté les valeurs socio-culturelles fulbés. Bien que le passé ne soit pas oublié, la région de Fouta aujourd'hui est isolée et relativement surpeuplée. Depuis l'indépendance, de nombreux Fulbés de la région ont conclu ne pas être en mesure d'assurer le bien-être de leur famille grâce à l'agriculture.

C'est pourquoi les femmes sont profondément responsables de la production agricole locale et de la subsistance des familles, alors que de nombreux hommes jeunes émigrent à la recherche de travail, pour assurer l'apport de biens de consommation à leurs familles. Ils partent en raison, en partie, de la pénurie foncière dans la région de Fouta, de l'isolement et de la difficulté connexe de la vente d'articles de production locale. Dans la région du bassin de Diaforé dans son ensemble, la densité démographique est de 30 habitants environ au km<sup>2</sup>, toutefois 45 pourcent des terres sont *bowe* (croûte latéritique), impossible à exploiter (Diaforé, 1993). A Koundou, la densité démographique est de 36 habitants au km<sup>2</sup>, et la moitié du bassin est recouverte d'une forêt classée où les cultures sont interdites (Koundou, 1993). L'on y trouve également de nombreuses pentes escarpées. Etant donné la difficulté d'accès à des terres de qualité, les jeunes hommes émigrent de ces deux zones. A Koundou, entre 50 et 60 pour cent des jeunes hommes entre 15 et 45 ans sont allés chercher du travail dans d'autres régions.

Cette importante migration de main-d'oeuvre jeune et capable signifie que la plus grande partie des travaux incombe aux femmes. Non seulement elles cultivent les *tapades* (champs clôturés, autour des habitations), mais elles aident également les hommes qui restent et qui travaillent dans les champs à l'extérieur. En outre, elles sont chargées de toutes les tâches domestiques: la cuisine, le ramassage du bois et le puisage. Selon les estimations, leurs journées de travail sont de 6 à 10 heures (Détraux, 1992) et 17 heures (Magadoux, 1992), avec un allègement pendant la saison sèche, contrebalancé par des heures plus longues encore en saison agricole de pointe.

En dépit du fait que la migration des hommes alourdisse la charge de travail des femmes, selon certains (cf. par exemple Roberts, 1991), les conditions de vie des familles dont l'homme est absent, à la recherche de travail, sont supérieures à celles dont les chefs de famille masculins restent sur place et font de l'exploitation agricole. Dans le bassin de Guetoya, dans le Fouta, selon une estimation de Détraux (1992), 75 pourcent des femmes

dont les maris sont partis à la recherche de travail reçoivent entre 20 et 20.000 FG par an. Bien que quelques 25 pourcent d'entre elles ne reçoivent aucun transfert de salaire, près de 70 pourcent reçoivent des envois de fonds suffisants pour acheter soit de la nourriture directement, soit engager de la main-d'oeuvre, soit acheter des intrants pour améliorer leur production agricole. Il est fortement improbable que les activités économiques du projet GRN transforment les bassins au point de changer fondamentalement la tendance de migration de la main-d'oeuvre. Le taux de migration de main-d'oeuvre restera important au cours des prochaines années.<sup>1</sup>

En dépit (ou peut-être en raison) de leur absence, les hommes tentent de contrôler de près les femmes. Les femmes ne sont pas propriétaires foncières, bien que les maris doivent donner à leurs épouses des *tapades*, et son occupation est assurée tant que son mari et elle-même ne divorcent pas. Lorsque les maris sont présents, les épouses sont censées s'en remettre à eux et leur demander la permission d'entreprendre toute activité importante.

A Dissa, le bassin le plus au sud, la situation est quelque peu différente. Dans cette région vallonnée, au sol relativement riche par rapport au Fouta, et une pluviosité supérieure, il est plus facile de produire d'importantes cultures vivrières et de rendement. La densité démographique est plus faible, 22 habitants au km<sup>2</sup>, avec un pourcentage de terre arable plus élevé. Davantage d'hommes restent dans la zone: l'équipe a dénombré plus d'hommes que de femmes, 1164 contre 1043 (Dissa, 1993). Non seulement la culture est plus facile, mais la vente est également plus aisée. A proximité de la route principale, reliant Conakry à Labé, les habitants vendent une gamme variée d'aliments aux intermédiaires qui les acheminent jusqu'aux marchés régionaux et nationaux. A l'inverse des deux autres bassins, où l'économie locale est axée sur la production de subsistance, les hommes et les femmes de Dissa participent d'ores et déjà intensément à l'économie commerciale, que le projet, espèrent-ils, devrait rendre encore plus avantageuse.

Du point de vue ethnique, Dissa constitue un mélange de Susus et de Fulbés. La région est la "propriété" des Susus, et bien que les Fulbés soient en majorité, ils ne dominent pas du point de vue politique. Les villages sont rarement d'ethnies mixtes, mais ces dernières vivent côte à côte. Bien qu'il existe certaines tensions entre ces groupes (chacun préfère, par exemple, aller à "son" marché), les schémas culturels sont une conjugaison des deux groupes. Les Fulbés de Dissa semblent avoir une société relativement moins hiérarchisée que ceux de Dissa, et les Susus ont adopté certaines valeurs d'entreprise des Fulbés. Pour un observateur de passage, les femmes fulbés et susus sont beaucoup plus indépendantes que celles des deux autres bassins, elles s'expriment davantage lors des réunions de groupe et elles ont des activités et des plans commerciaux plus marqués.

Bien que ces schémas socio-culturels et économiques existants forment la toile de fond des actions des particuliers, ils n'en sont pas les éléments déterminants. Les habitants tentent d'améliorer leurs conditions de vie de plusieurs manières. Ils façonnent les schémas et les valeurs culturelles à leur avantage. Il s'agit d'ailleurs de l'un des principaux objectifs de la

---

<sup>1</sup> Les changements politiques des zones bénéficiaires pourraient, à l'évidence, changer les schémas de migration de main-d'oeuvre de façon imprévisible.

migration de la main-d'oeuvre salariale. Les attentes varient quant à la mesure dans laquelle différents groupes démographiques peuvent, ou devraient, remplir certaines valeurs culturelles. Chaque individu satisfait certaines valeurs culturelles à différents degrés, ce qui entraîne d'autres variations.

Les attentes de contrôle des femmes par les hommes varient au fil du cycle de vie. Les jeunes mariées sont contrôlées de plus près, et les femmes plus âgées (c'est-à-dire de 40 ans, dans cette région où les femmes se marient adolescentes), avec de grands enfants, sont souvent plus autonomes. Alors que les jeunes femmes sont censées travailler pour leurs maris, les femmes plus âgées prévoient que leurs fils travaillent pour elles. Les femmes sont non seulement des épouses, mais aussi des soeurs, des mères et des filles, rôles où elles sont souvent moins dominées par les hommes qui partagent leur vie.

Le modèle de la femme autonome, dotée de revenus, existe également dans ce répertoire culturel. Sur le terrain, j'ai également rencontré des femmes relativement aisées et indépendantes: par exemple, la présidente de l'un des groupes était difficile à toucher car elle était toujours partie en "voyage d'affaires." On nous a également relaté le cas d'une femme qui pourvoit à l'entretien de son mari. Bien que l'inégalité entre mari et femme constitue un élément caractéristique fondamental de cette société, il ne s'agit pas de la seule relation déterminante entre hommes et femmes dans la région. Les rapports entre hommes et femmes sont, de fait, assez complexes et variables, et ils n'empêchent pas, en soi, la participation des femmes aux activités de développement.

## **B. Amélioration de la vie des femmes dans la zone du projet**

Ce rapport procède du principe qu'il est possible d'améliorer la condition de vie des femmes, uniquement si l'on prend en compte leur contexte culturel, leurs aspirations et celles de leurs familles. Le projet doit surtout se proposer d'améliorer le niveau de vie actuel dans le cadre des relations sociales existantes. Lors de la première phase, les activités menées doivent être axées sur celles que les femmes et les hommes considèrent susceptibles d'améliorer leur qualité de vie quotidienne.

Afin d'éviter l'échec des activités entreprises, il convient que les mesures visant les opportunités des femmes du Fouta s'inscrivent dans le contexte existant des rapports femmes/hommes. Les hommes appuient dans l'ensemble les tentatives qui visent à améliorer la vie des femmes, à condition que leur propre situation s'améliore. S'ils se sentent menacés par les progrès réalisés par les femmes, ils peuvent limiter l'accès de ces dernières aux activités du projet. Le projet doit, donc, oeuvrer pour améliorer la vie des deux sexes au sein du contexte d'interdépendance hommes/femmes, mais reconnaître également le pouvoir plus appuyé des hommes. En termes pratiques, il convient de ne rien brusquer et de commencer par des activités jugées positives pour les femmes, par les hommes et par les femmes. Il est important de souligner que les femmes ne sont jamais isolées mais qu'elles font partie d'une famille et d'un réseau familial étendu.

L'attention prêtée à l'intégration des femmes dans les projets de développement est le résultat d'indications de plus en plus manifestes selon lesquelles les femmes (tout comme

d'autres segments des populations pauvres) constituent un groupe à risque. Il n'est pas rare de voir des hommes refuser aux femmes les avantages tirés des projets de développement et les cas flagrants d'hommes en profitant pour s'adonner à la boisson. Par conséquent, les femmes et les enfants restent au même niveau de santé et d'instruction médiocres. L'intégration s'était proposée comme but de permettre aux femmes de tirer parti des acquis du projet de développement de façon idoine du point de vue culturel.

La notion, aujourd'hui dépassée, que les hommes sont toujours prêts à secourir les femmes a été remplacée par le stéréotype, tout aussi erroné, mettant en valeur le refus systématique des hommes de partager les avantages. Dans la plupart des sociétés, les hommes sont prêts à partager les avantages avec les membres de leur famille si les traditions socio-culturelles sont respectées. A titre d'exemple, on peut citer l'amélioration du niveau de vie des familles des travailleurs migrants, car cela laisse supposer que ces hommes, en fait, partagent une partie de leurs revenus avec leurs épouses. Sur le terrain, selon les femmes, leurs époux amènent les enfants malades à l'hôpital et couvrent les frais des médicaments. A l'inverse d'autres sociétés, les femmes ne s'estiment pas obligées de couvrir les coûts de ce type d'obligation.

Par conséquent, pour améliorer leur niveau de vie, il convient parfois de traiter directement avec les femmes et les enfants du Fouta; toutefois, dans certains cas, il est préférable de tenter d'améliorer les conditions de vie de toute la famille.

Bien qu'un étranger ne puisse encourager les femmes à parler ouvertement de leurs objectifs, quand elles participent aux activités du projet, elles expriment toujours le souhait d'améliorer leurs conditions de vie et celle de leur famille, mais il convient de souligner que la condition de leurs enfants leur tient particulièrement à coeur. Les femmes rurales, dans la plupart des pays d'Afrique, ne s'intéressent pas outre mesure à l'égalité, à l'indépendance ni, même, à l'autonomie. Pour elles, l'amélioration pratique de la vie quotidienne l'emporte sur tout le reste. Si elles arrivent à mieux remplir leurs besoins quotidiens, grâce à un processus leur conférant une autonomie accrue, les bailleurs de fonds, et les femmes elles-mêmes, s'en félicitent, mais toute intervention en matière de développement doit rester axée sur les questions d'ordre pratique. Les activités du projet ont été évaluées à la lumière de cet objectif: rehausser la qualité de vie des femmes et de leurs enfants.

Les bénéficiaires du projet ont entamé toute une série d'initiatives destinées à améliorer leurs conditions de vie, en accueillant également, favorablement, les interventions destinées à améliorer le niveau de vie. Quant aux femmes, elles appuient sans réserve les nouvelles démarches leur donnant des revenus, mais il convient de faire la part de la réalité culturelle: s'il leur faut remettre une partie de leurs revenus à leurs époux, tant pis. Jusqu'à aujourd'hui, aucune des activités du projet n'a engendré des revenus assez importants pour mettre que ce soit un élément problématique.

---

## SECTION IV INTERVENTIONS DU PROJET

---

Cette section étudie les composantes principales du projet et en étudie les incidences éventuelles sur la vie des femmes. Etant donné le nombre important d'interventions individuelles prévues, elles sont regroupées autour des trois composantes principales. Les sections individuelles sont précédées d'un débat unique ayant trait à toutes les activités du projet: le travail des femmes.

### A. Question cruciale: les travaux ménagers des femmes

Les femmes semblent tirer parti des nombreuses activités éventuelles du projet GRN et s'intéressent, manifestement, à la possibilité d'augmenter leurs revenus. Toutefois, la plupart de ces avantages les obligerait à consacrer plus de temps à un plus grand éventail d'activités. Quelques exemples des activités nécessitant un engagement de temps: compostage, gestion phytosanitaire intégrée (par exemple: termites), augmentation de la plantation d'arbres, et soins, petites entreprises, transformation et traitement d'aliments, participation aux comités de gestion des ressources.

Toutefois, comme on vient de l'indiquer, les femmes disposent de peu de temps libre. En outre de leurs responsabilités d'agricultrices, elles passent de longues heures à s'occuper des responsabilités fondamentales: ramassage du bois, puisage, préparation des aliments. Si elles pouvaient passer moins d'heures à ces tâches, elles auraient davantage de temps pour les activités rémunératrices ou les loisirs. Les activités du projet sont susceptibles d'alléger le travail des femmes en ce qui concerne le ramassage du bois et le puisage mais ne résolvent pas le problème du temps requis pour la préparation des aliments.

Un problème important dans ce domaine est l'accès à l'eau assainie, surtout pendant la saison sèche. Les femmes sont souvent obligées de faire de longs trajets à pied et/ou de faire la queue, ce qui est fatigant et prend beaucoup de temps. Considérée initialement comme une "cible d'opportunité" du plan de travail, l'amélioration des puits et des sources d'eau est censée avoir une incidence directe sur la journée de travail des femmes et contribuer à réduire la demande de leur temps.

Une autre intervention déjà prévue, et susceptible d'avoir une incidence sur le temps libre des femmes, est le foyer à bois amélioré. Si les femmes pouvaient consommer moins de bois pour préparer les aliments, elles passeraient moins de temps à le ramasser. Toutefois, le nombre d'heures passées à ramasser le bois dans les zones du projet semble nettement inférieur à celui des zones du Sahel et des savanes. Même dans ces zones la récolte du bois est moins préoccupante que le puisage (Koenig, 1986). Les femmes peuvent ramasser du bois en rentrant des champs. Partant, les programmes de foyers à bois réussissent le mieux lorsque les femmes perçoivent également d'autres avantages: température de chauffe plus élevée, etc.

Les programmes de foyers à bois existent depuis plus de dix ans dans les pays sahéliens limitrophes, et il conviendrait que le personnel du projet en tire parti avant de lancer un programme intégral de foyers à bois. Les autres programmes ont souvent mal démarré, en dépit d'un sentiment d'urgence nationale plus aigu. Le projet GRN pourrait tirer des enseignements des erreurs commises. A l'heure actuelle, le personnel du projet semble plus convaincu que les foyers à bois représentent une source de revenus pour les forgerons au lieu d'une source d'amélioration du niveau de vie des consommateurs ordinaires. Toutefois, les forgerons verront augmenter leurs revenus uniquement si la demande des consommateurs continue à se faire sentir.

Le projet accorde moins d'importance à la troisième composante du travail des femmes: la préparation des aliments. On y distingue au minimum deux types de travail: la transformation des céréales vivrières de base et le traitement des aliments saisonniers destinés à la consommation et à la vente. Le projet se penche sur la deuxième question, mais à peine sur la première, en dépit du fait que les femmes doivent consacrer un plus grand nombre d'heures à préparer les aliments de base.

Les femmes consacrent beaucoup de temps à transformer les céréales vivrières de base: maïs et *fonio*. Selon l'estimation de Koumantho (1993, p. 17), il faut cinq heures pour faire le couscous de *fonio* où la céréale est préparée (décorticage et pilonnage). En outre, elles consacrent un certain temps à faire sécher et à traiter la cassave. Une intervention possible du projet concerne les minoteries. Ces minoteries, en tant que telles, n'affectent pas les ressources naturelles mais donnent plus de temps libre aux femmes et leur permettent de participer aux activités communales ou rémunératrices. La direction et la gestion d'une petite minoterie constituent une autre possibilité de création de petites entreprises dans la zone. (Des études de factibilité seront, certes, nécessaires). Pour le *fonio*, comme pour le riz, une machine, avant tout, effectue le décorticage, et il faut pilonner le maïs en deux tailles différentes: couscous et farine. Les minoteries réussiront uniquement si les femmes (ou les hommes) disposent de revenus suffisants pour en rembourser le coût. Autrement dit, bien que les minoteries ne représentent pas une intervention idoine pour la première phase du projet, elles pourraient s'avérer fort utiles ultérieurement.

Le projet examine la possibilité de traiter les aliments saisonniers, ce qui permettrait de les stocker ou de les vendre. A Dissa, on transforme les tomates, et, dans plusieurs zones, le séchage des fruits est à l'étude. Le sujet sera abordé dans le cadre de possibilités de petites entreprises.

La focalisation sur les foyers, ou l'unité familiale, (plutôt que sur les femmes individuelles ou leurs groupes) indique qu'une autre manière de modifier le travail des femmes serait d'encourager les hommes à assumer un certain nombre des responsabilités de ces dernières. Certes, sans incitation suffisante pour les hommes, cela ne sera pas possible. En ce qui concerne le projet, le meilleur avantage serait de leur permettre de contrôler la nouvelle technologie. A maints égards, il serait souhaitable que les femmes soient les propriétaires/responsables de la nouvelle technologie, mais le bilan d'initiatives donnant le contrôle de la technologie "masculine" aux femmes est peu encourageant. En revanche, la démarche pratique esquissée ci-dessus indique plusieurs façons d'assurer aux femmes les

avantages du projet, et le contrôle direct en est une. En d'autres termes, du point de vue des femmes, moins de travail peut équivaloir à davantage de contrôle.

L'on peut citer deux exemples, mais il conviendra d'en étudier la factibilité. Le premier concerne les minoteries déjà citées. Devenir le/la propriétaire d'une minoterie est une activité éventuelle pour une seule personne ou pour un petit groupe. Etant donné les modèles existants en Afrique de l'Ouest, où les minoteries ont déjà été établies, les hommes en seront sans doute les propriétaires, mais les femmes n'en seront pas totalement exclues.

Une autre possibilité serait que les hommes, dans certains endroits, assument la responsabilité de labourer les champs et de s'occuper des bêtes de trait. A titre d'exemple, cette option pourrait s'avérer réaliste à Dissa où un programme pilote de traction animale est déjà en cours. Le personnel du projet compte une agricultrice pilote parmi ses participants. Celle-ci, agricultrice "au-dessus de la moyenne," a embauché de la main-d'oeuvre pour le travail de ses champs. Elle a acheté la charrue, et son fils, et d'autres jeunes hommes de la famille, s'en servent pour labourer les champs. Il est important que le programme soit accessible aux femmes mais, d'ordinaire, ce sont les hommes qui achètent les bêtes de trait. La traction animale semble convenir à certains villages du bassin de Koundou, où tout le village est entouré d'un enclos, où les champs de *tapades* sont relativement plats, et où quelques clôtures séparent les foyers. Il serait possible de défricher une zone relativement grande en une seule fois. Les hommes profiteraient de l'accès à la nouvelle technologie, et le travail des femmes serait allégé. Il convient d'encourager les deux options de traction animale: donner aux femmes l'accès aux programmes et encourager les hommes à labourer les champs.

Pour toutes les activités du projet, il convient de tenir en ligne de compte la question d'ensemble concernant le travail des femmes. Comme indiqué aux paragraphes précédents, nombreux sont ceux qui attendent à ce que les femmes travaillent davantage; elles seront disposées à faire un plus grand investissement de temps à condition d'y voir suffisamment d'avantages concrets. Toutefois, si l'avantage n'est pas à la hauteur de l'investissement, ou si l'avantage promis ne se concrétise pas, les femmes ne seront pas amenées à participer aux activités proposées. La composante de suivi et d'évaluation doit étudier la question de temps dans les activités des femmes et explorer les avantages spécifiques de chaque projet avant de lancer les activités.

Les sections suivantes débattent de quatre zones d'intervention ayant trait au temps des femmes, ainsi que des questions spécifiques touchant chacune des autres composantes. Elles sont présentées par ordre d'importance.

## **B. Petites entreprises**

Quand il s'agit d'améliorer la vie des femmes, le facteur clé est la réussite des petites entreprises. Certaines activités proposées pour alléger le travail des femmes, telles que les minoteries, ne réussiront que si les femmes sont en mesure de les payer. La nouvelle technologie ne servira à rien si les habitants sont trop pauvres pour l'acquérir. A Dissa, les

femmes disposent d'argent à investir, mais ce n'est pas toujours le cas des deux autres bassins versants.

Afin de pouvoir acquérir la technologie leur assurant des économies de temps, les femmes doivent pouvoir accéder aux activités rémunératrices pré-citées. Pour ce faire, elles doivent disposer de temps pour gagner de l'argent. En dépit des contraintes, à l'heure actuelle, elles accèdent plus aisément au temps qu'à l'argent. Les petites entreprises accessibles aux femmes doivent, donc, leur permettre de réaliser des bénéfices rapidement sur un investissement en capital relativement bas. Même les entretiens les plus superficiels avec les femmes indiquent qu'elles comptent sur le projet pour gagner davantage d'argent. Globalement parlant, les hommes présents aux réunions avec les femmes ont affirmé également avoir une épouse qui gagnerait plus d'argent.

Des efforts tendant à renforcer le nombre d'activités rémunératrices à petite échelle ont déjà été entamés lors de la première phase du projet: apiculture et vente du miel, culture de petits piments commerciaux, légumes maraîchers, fabrication de savon, foyers à bois améliorés, formation para-vétérinaire et pépiniériste, aviculture et ponte améliorées, et étude de la commercialisation des bananes. Dans la plupart des cas, ces activités rehaussent les compétences de divers niveaux des habitants locaux. L'expérience préalable, ou les préférences individuelles, constituent le facteur décisif pour savoir si les hommes ou les femmes entreprendront ces activités. D'autres critères, tels que le niveau d'alphabétisation, s'ajoutent parfois à la prise de décision.

Le résultat de tous ces facteurs? Un plus grand éventail d'activités, éventuellement très rémunératrices, qui cible les hommes (par exemple: apiculture, fabrication de foyers à bois, activités vétérinaires, activités pépiniéristes). L'éventail des activités proposées aux femmes est moins large, et ces activités présentent dans l'ensemble moins de risques et demandent un investissement en capital moins important. Les femmes peuvent les entreprendre plus aisément, et elles en attendront des bénéfices moins importants. La question de la concurrence locale est potentiellement plus importante, étant donné le grand nombre de femmes confrontées à des possibilités limitées. Cela est particulièrement vrai pour les cultures maraîchères.

Les femmes souhaitent réaliser des bénéfices intéressants mais, si elles sont trop nombreuses à vendre le même produit au même endroit, les prix risquent de chuter, et cela les découragerait. Les équipes d'exécution s'informeront pour savoir si les marchés locaux sont en mesure d'absorber toute la production supplémentaire. Jusqu'à présent, aucune étude systématique n'a été menée sur les possibilités de commercialisation des produits des petites entreprises.

Les deux bassins du Fouta, le Kouratongo surtout, restent éloignés et relativement pauvres. Les habitants sont donc obligés de se rendre à pied aux marchés locaux pour vendre leurs produits et cibleront, un jour, des marchés en dehors du bassin versant. Les intermédiaires ont eu contact avec eux, mais cette solution est viable uniquement si les produits disponibles se vendent à un prix suffisamment bas pour justifier les frais de transport.

Les produits les plus probables aujourd'hui sont les articles non périssables, pour lesquels la demande nationale urbaine ou régionale est bien établie. Un certain nombre des nouvelles entreprises remplit cette demande, mais il reste à voir si ce sera également le cas des autres activités prévues. Il est à supposer que la vente d'oeufs et de légumes (plus périssables) est plus limitée. Le problème s'avère être particulièrement aigu à Kouratongo où le marché le plus proche, hebdomadaire, se trouve dans la sous-préfecture limitrophe de Kollet.

Bien que ces produits, à l'évidence, puissent enrichir le régime alimentaire des habitants, les entretiens avec les femmes indiquent clairement qu'en matière d'investissement de temps et d'énergie elles accordent une plus haute priorité à la possibilité de gagner de l'argent par rapport à une amélioration de nutrition. Les premières entreprises semblent bien établies, mais il convient de s'assurer de l'existence de marchés adéquats pour tous les produits à l'avenir. Sinon, les participants seront déçus et ils abandonneront tous leurs efforts.

La question de la commercialisation dans la zone de Dissa est quelque peu différente. Etant donné la proximité des routes goudronnées et du marché de Conakry, les femmes, comme les hommes, vendent déjà les produits périssables, tels que le gombo, en quantités importantes. La zone est très commercialisée, et les habitants disposent d'argent pour acheter les produits de consommation locaux. Toutefois, il conviendrait d'élargir l'éventail des produits vendus et d'explorer de nouveaux débouchés. Certaines interventions, par exemple, les foyers à bois améliorés et la production de savon, sont orientées vers les marchés locaux, plutôt que nationaux, bien que le marché local ait sans doute une moindre capacité d'absorption. En d'autres termes, les activités ciblant les marchés locaux susceptibles d'engendrer des revenus ne doivent pas se multiplier jusqu'à saturation du marché. Etant donné que moins d'activités ciblent de femmes que d'hommes, elles se heurtent à un plus grand nombre de problèmes.

A Dissa, la surproduction s'avère être un problème moins grave pour les produits destinés au marché national (par exemple: les produits agricoles), mais la zone restera tributaire des tendances nationales, notamment des fluctuations saisonnières.

De façon générale, les atouts spécifiques des zones, tels que le marché de nuit à Falloulaye pour les camionneurs, doivent amener le projet à rechercher des créneaux spécialisés. Le nouveau spécialiste de FDD doit recenser les créneaux, jusqu'alors négligés, parmi les activités d'ores et déjà entreprises par les femmes, calqués sur les coopératives de fabrication de savon et de teinture et susceptibles d'être améliorés par des individus ou des groupes. Des expériences menées par les animatrices comme, par exemple, le séchage des mangues, méritent d'être promues par les équipes de BRP et d'assistance technique, mais il conviendrait d'éviter les programmes de vulgarisation officiels avant d'avoir mis au point toute commercialisation.

Lorsque les activités ciblent avant tout la consommation familiale (par exemple: la purée de tomates), il conviendrait que les équipes expliquent aux agriculteurs le faible potentiel de commercialisation. Ils prévoient ainsi un taux de réussite inférieur à celui assuré par la vente des produits au marché.

### C. Augmentation de la production agricole

Etant donné la présence prépondérante des femmes dans l'agriculture, (responsables presque exclusivement des *tapades*) et chargées également d'aider leurs époux dans les travaux des champs extérieurs, elles sont directement concernées par les activités destinées à augmenter la productivité agricole. La majorité d'entre elles comprend les contraintes de la production, et elles ont demandé une distribution d'herbicides et d'engrais chimiques. Toutefois, sans crédit, elles ne seront pas en mesure de régler les intrants, et en l'absence de cultures commerciales hautement lucratives (à l'exception des agricultrices de Dissa), les chances de remboursement seront peu prometteuses. Un projet de gestion des ressources naturelles ne peut promouvoir l'utilisation débridée de produits chimiques agricoles, mais les plans visant l'utilisation judicieuse de ces intrants sont importants et doivent être durables. Deux problèmes précis se posent: les termites et les engrais.

Le projet s'est appuyé au départ sur la méthode d'enquête d'évaluation rurale participative (ERP), pour tenter d'identifier les besoins principaux de la population et d'oeuvrer de concert avec elle afin de remplir ces besoins. Le projet est axé également sur les possibilités locales. Toutefois, aucun projet ne peut poursuivre indifféremment tous les objectifs, mais doit se limiter à tenter d'atteindre une série de buts bien définis. Lorsque la contrainte principale pesant sur la production agricole du bassin de Diaforé s'est avérée être une infestation de termites, les responsables du projet ont compris qu'ils n'auraient aucun moyen à cet égard. L'équipe d'assistance technique a, certes, tenté d'obtenir la permission d'acheter des insecticides pour détruire les termitières et traiter les réserves de céréales, mais au bout de deux mois, elle n'avait toujours pas reçu de réponse. La saison agricole, et les dégâts provoqués par les termites, sont déjà avancés dans la région, et tous (hommes et femmes) comprennent que le projet ne sera peut-être pas en mesure de les aider à affronter l'un des obstacles les plus importants de la production agricole.

Quelle que soit la réponse officielle à la demande d'utilisation d'insecticides pendant les premières années du projet, afin de faire face au problème des termites, le personnel du projet doit assurer le suivi des plans d'étude des techniques phytosanitaires intégrées. En ce qui concerne cette question, on compte sur la collaboration du laboratoire national pour la protection des cultures.

La fertilité des sols, problème relevé également à Diaforé, constitue une autre pierre d'achoppement. Il convient que l'agronome professionnel vérifie si le compostage, conjugué à l'utilisation améliorée du paillage et du fumier, suffira pour maintenir la fertilité des sols en culture constante. L'étude de Gladwin (1991) sur les petits agriculteurs au Cameroun et en Zambie, indique que seuls les agriculteurs les plus prospères sont en mesure d'obtenir suffisamment de fumier de leur bétail pour assurer le niveau de fertilité des sols. Les subventions, ou l'introduction de grandes quantités d'engrais dans la région, restent en dehors du cadre de ce projet.

A la lumière de ces observations, le projet souhaite renforcer l'utilité du compostage naturel, par l'ajout d'un pourcentage d'urée, et peut-être de phosphore. Selon les résultats des analyses des sols, ce serait confié aux sous-traitants du laboratoire OMVG à Labé. Les

hommes et les femmes comprennent la valeur des engrais chimiques, considérés comme étant une alternative "moderne" aux techniques traditionnelles, et l'ajout de certains engrais au compost pourrait convaincre les agriculteurs d'améliorer les produits d'épandage.

Les techniques de compostage exigeront un effort accru de la part des agricultrices. Il convient de répéter que le niveau de production améliorée devrait justifier les efforts déployés.

En outre, le sarclage constitue un obstacle à l'augmentation de la production agricole assurée par les femmes. Les travaux de paillage, une façon de maintenir la fertilité des sols, selon les responsables du projet, sont assurés par les femmes pour lesquelles il s'agit d'éviter un troisième sarclage. Si le compostage amélioré réussit à rendre les sols plus fertiles, sans réduire la quantité de mauvaises herbes, comme le fait le paillage, les femmes seront peu satisfaites des résultats. Lors de ses interventions, il convient que le personnel du projet relie les questions des mauvaises herbes à la fertilité des sols.

Les projets de vergers et d'amélioration des cultures maraîchères auront une incidence sur les femmes car ils auront trait aux questions de propriété. D'ordinaire, les arbres appartiennent aux hommes qui les ont plantés. Le projet étudie la possibilité de cultiver des arbres sur les *tapades* afin d'en renforcer la fertilité, et une question très controversée est débattue: les femmes ont-elles le droit de planter des arbres? Un compromis possible serait de demander aux hommes de planter les arbres et de permettre aux femmes d'en utiliser les feuilles et les fruits (coutume déjà établie). Les droits de propriété seraient ainsi réservés aux hommes, plus susceptibles alors de s'intéresser à la plantation d'arbres. En écartant ainsi le problème de l'héritage des femmes, toutes les questions concernant les successions seraient simplifiées. Cette solution semble s'inspirer davantage des traditions culturelles existantes car personne ne serait dans l'obligation d'accepter l'idée d'une femme responsable de la plantation des arbres.

Toutefois, dans un village, les hommes ont chaudement débattu de savoir lequel permettrait aux femmes d'utiliser ses terres pour les cultures maraîchères. On comprend mal les raisons de cette concurrence, mais elles semblent liées à la perception d'une amélioration de sols pérenne et post-projet. Puisque, de façon générale, les femmes cultivent les légumes sur des terres empruntées/louées à un propriétaire, rarement un membre de leur famille, il convient de rédiger des contrats analogues à ceux de la plantation d'arbres à proximité des sources d'eau, pour assurer aux femmes des droits fonciers et de récolte rationnels.

En ce qui concerne la recherche agricole des stations de recherche sur les cultures assurées par les femmes (par exemple: la cassave), une collaboration plus étroite avec les femmes s'impose.

Les haies vives et le fumier vert des champs extérieurs constituent un travail d'homme, mais ceux-ci bénéficient de l'aide des femmes de leur ménage. Les femmes dont les époux sont des travailleurs migrants doivent sans doute apprendre à élaguer et à prendre soin des haies vives.

Le bétail, en tant qu'élément de production agricole, constitue le sujet de nombreuses interventions du projet, notamment la formation de personnel para-vétérinaire, l'importance des cultures fourragères, et l'utilisation du fumier. Pour toutes ces interventions, il convient de ne pas oublier que les femmes sont souvent les propriétaires de grands troupeaux caprins et ovins. Si leurs activités leur donnent des revenus, elles continueront sans doute à investir dans le petit bétail.

#### **D. Les femmes, utilisatrices de ressources**

Le volet du projet portant sur la protection des ressources comprend le reboisement des têtes de source pour accroître l'infiltration, la construction de coupe-feux, l'augmentation de la fourniture d'eau potable en recouvrant les sources et l'amélioration des puits.

La participation des femmes en qualité de journalières dans les projets exigeant la participation villageoise constitue la première incidence importante par rapport aux femmes. Par exemple, les femmes transportaient des rochers et/ou du sable pour la construction de recouvrements de sources. Elles sont en général mobilisées par les autres membres du village pour ces travaux, bien qu'un grand nombre de ces projets ne soit pas considéré toucher particulièrement les femmes. Là encore, cela augmentera leur charge de travail. Dans toute la mesure du possible, il conviendrait de programmer ces travaux afin qu'ils ne soient pas en lice avec les autres tâches importantes et obligatoires des femmes. Il conviendrait particulièrement que les équipes soient sensibles aux pointes de travail importantes de la saison agricole, et qu'ils ne programment aucune activité communautaire à ces dates.

Les comités d'usagers et de gestion des ressources dans le cadre du projet, ayant rendu obligatoire l'inclusion de femmes, constituent le second rôle important pour les femmes. Ces comités ont démarré en qualité de comités de gestion de l'eau, où la présence des femmes est à l'évidence importante puisqu'elles sont les principales utilisatrices de l'eau. Il est prévu qu'elles continuent à remplir un rôle important au sein des comités au fur et à mesure de leur expansion pendant la durée du projet, pour devenir des "comités de gestion de terroir villageois," chargés de gérer toutes les grandes ressources communautaires.

Il s'agit d'un élément important puisque les femmes sont les principales utilisatrices de ressources et qu'elles doivent être sensibilisées aux activités de projet. Toutefois, il conviendrait que le projet ne prévoie pas qu'elles adoptent un rôle décisif dans le cadre d'activités mixtes à l'heure actuelle (par exemple: présidentes de groupe). Cela irait totalement à l'encontre des attentes culturelles existantes, à la limite de l'inimaginable. Pourtant, leur simple présence au sein des comités fournirait aux villageoises un moyen précieux d'accès à l'information. Même si les femmes ne prennent pas une part active aux réunions, celles qui sont présentes transmettront l'information à leurs consœurs, et les femmes peuvent jouer un rôle important dans la promotion des groupes et des activités féminines (par exemple: les activités de sources d'eau). L'expérience des participants moins actives de comités villageois pourrait ouvrir la voie à des rôles plus actifs à l'avenir, lorsque les villageois et les villageoises seront prêts à accepter ce concept.

## E. Activités complémentaires

Le projet comporte également un certain nombre d'activités venant compléter l'axe sur les ressources naturelles: construction routière, de marchés, d'écoles et, éventuellement, de programmes d'alphabétisation. Il conviendrait qu'une infrastructure améliorée intègre mieux les bassins versants dans l'économie et la société nationales, et dans la mesure où elle permettra aux habitants de participer plus activement à une économie élargie, elle leur sera physiquement utile. Toutefois, il conviendrait que le personnel du projet ne prévoit aucun changement radical des schémas sociaux (par exemple, de la hiérarchie ou de la position sociale des sexes), à court terme. Il peut encourager le changement, comme l'envoi de davantage de filles à l'école, sans toutefois forcer ce changement.

L'inclusion dans le projet d'un volet d'alphabétisation fonctionnelle constitue un sujet important, en s'appuyant sur le fait que nombre d'hommes, et seules quelques femmes connaissent déjà l'écriture arabe, en raison de l'étude du Coran. Bien qu'une alphabétisation accrue des populations constitue un but salubre, il conviendrait de ne pas entreprendre de programme d'alphabétisation sans étudier sérieusement son potentiel de réussite.

Ce type de programme constituerait une entreprise d'envergure, et aucun des collaborateurs du projet n'est formé spécifiquement dans ce domaine, puisque la plus grande partie du personnel local, et de l'équipe d'assistance technique, se constitue de professionnels de l'agriculture. Il conviendrait donc de retenir les services d'un personnel spécialisé pour planifier, formuler et mettre en oeuvre un programme d'alphabétisation.

Ensuite, les programmes d'alphabétisation sont assujettis à un apport régulier de matériels didactiques, au cours de la formation initiale et par la suite, pour que les élèves aient des documents de lecture après avoir appris à lire. Il s'agit là, d'ordinaire, d'un problème plus important que celui d'élaborer des matériels d'enseignement. Il conviendrait d'analyser la question avant d'entamer le programme, afin de déterminer l'existence de matériels en quantités suffisantes.

Troisièmement, les programmes d'alphabétisation que je connais ont commencé par les hommes et ont relativement bien réussi. Des programmes féminins ont suivi, sans réussir aussi bien. Les hommes hésitent à laisser de jeunes épouses (qui constituent la cible principale des programmes) participer à ces programmes, alors que les femmes plus âgées, d'ordinaire plus libres en termes de temps et de contraintes matrimoniales, sont d'ordinaires ignorées dans les efforts de recrutement. Si l'on cible les femmes, il convient de réfléchir au sous-segment démographique à recruter.

Quoi qu'il en soit, il conviendrait que l'équipe engage un spécialiste en programmes africains d'alphabétisation fonctionnelle pour évaluer les possibilités du programme, dans le contexte du projet, si l'on souhaite poursuivre cette activité.

---

## SECTION V PERSONNEL

---

Il convient de retenir les services collaborateurs pour lesquels les questions ayant trait aux sexes constituent une priorité, afin de traiter de façon idoine de ces questions. A moment de la présente étude, les BRP comportaient trois animatrices chargées de cristalliser leur attention sur les questions hommes/femmes et les femmes dans le développement, et ce, dans le contexte du projet GRN. Toutefois, la totalité de la structure du projet semble indiquer que les questions hommes/femmes ont une moindre priorité que les questions d'ordre technique, en dépit de l'attention consciente accordée aux femmes et au développement des équipes de mise en oeuvre et de l'USAID. A la différence des trois autres techniciens du projet, les animatrices n'ont pas d'homologues dans l'équipe d'assistance technique. En outre, elles sont moins préparées à leurs fonctions que les autres techniciens, puisque les techniciens hommes travaillent tous dans des domaines dont ils ont l'expérience, mais ils ont également reçu une formation technique, alors que les animatrices ont toutes été formées dans d'autres domaines que les femmes et le développement ou l'animation rurale. Certaines ont reçu une formation ultérieure en cours d'emploi dans ces domaines, mais il n'en reste pas moins que le niveau de leur préparation ne correspond pas à celui de leurs collègues masculins des BRP. Il est nécessaire de renforcer les effectifs axés sur les questions hommes/femmes, et il s'agit d'un fait reconnu par l'équipe d'assistance technique qui a demandé l'ajout d'un nouveau membre d'équipe pour remplir les fonctions d'homologue des animatrices du BRP.

La présente section traite des effectifs associés aux questions féminines. Elle se penche tout d'abord sur le recrutement du nouveau membre de l'équipe d'assistance technique, puis elle étudie le rôle potentiel des nouveaux volontaires du Corps de la paix qui seront associés au projet. Et enfin, elle aborde la question de perfectionnement des connaissances des animatrices actuelles. Puisqu'il s'agira de procéder principalement grâce à un complément de formation, le rapport offre quelques suggestions de matières.

### A. Spécialiste FDD/vulgarisation du BRP

Comme indiqué ci-dessus, les animatrices des BRP se trouvent en situation périphérique puisqu'elles n'ont pas d'homologues au sein de l'équipe d'assistance technique de l'UGP. Les questions concernant les femmes sont d'autant plus marginalisées étant donné, qu'à l'exception des animatrices, le personnel du projet affecté aux équipes nationale ou d'assistance technique ne comprend aucune femme. En outre, toutes les animatrices sont dans une position extrêmement difficile: elles vivent dans des logements communautaires où leur nombre est largement dépassé par le nombre d'hommes. Presque tous les bassins se trouvent dans des zones isolées où il est difficile de trouver facilement un bon personnel de maison, et en outre de leurs responsabilités professionnelles, les charges de la responsable principale (qui s'assure de l'adéquation de l'alimentation de tous, etc) sont assumées par les

membres féminins de l'équipe. Il convient de les féliciter de leur engagement et de leur dévouement pour être en mesure, et disposées, à mener à bien un emploi du temps chargé.

L'équipe d'assistance technique a décidé, pour souligner l'importance des questions des femmes dans le développement, de recruter une experte en la matière, une ressortissante guinéenne, pour des raisons d'ordre budgétaire. Cette personne aura un rôle très exigeant à remplir, car ce sera la seule Guinéenne de l'équipe d'assistance technique, et qu'elle sera considérée différemment des autres membres de l'équipe, et ce, dès le début. La personne engagée par l'équipe devra aborder cette tâche comme un défi et non pas un passif.

Pour que cette experte soit prise au sérieux, il est impératif qu'elle soit traitée comme les autres membres de l'équipe d'assistance technique, et qu'elle dispose du même accès aux véhicules du projet, collaborateurs de soutien, matériel informatique (y compris un ordinateur portable), et espace de bureau. Dans le cas contraire, elle ne sera pas considérée être l'égale des autres membres de l'équipe.

Le profil de poste exige un spécialiste (homme ou femme) dont les points forts sont la vulgarisation agricole, le développement communautaire, et doté d'une certaine expérience en méthodes audio-visuelles destinées aux populations locales. Les techniques audio-visuelles sont un élément plus important que Radio-rural qui ne touche ni Kouratongo ni Linsan Saran, selon les équipes de BRP qui s'y trouvent. En outre, en engageant un(e) candidat(e) doté(e) de solides antécédents dans le domaine des femmes dans le développement permettrait de garantir que ce poste obtienne le respect qui lui est dû.

Et enfin, la spécialiste de FDD de l'équipe constituera un modèle, par défaut, en ce qui concerne le type d'interaction entre les animatrices et l'équipe. Il s'agira d'une personne qui amènera/exigera que les directeurs de BRP la traitent en spécialiste. Il serait utile que son niveau d'instruction soit l'équivalent de celui des autres membres de l'équipe d'assistance technique, c'est-à-dire une maîtrise au minimum.

## **B. Volontaires du Corps de la paix**

Au moment du présent rapport, huit nouveaux volontaires du Corps de la paix étaient en formation au Sénégal, pour être affectés au projet en Guinée. L'on prévoyait que deux d'entre eux, un homme et une femme, seraient affectés dans chacun des bassins versants, et deux autres ailleurs. Si l'une de volontaires souhaite collaborer avec les animatrices de BRP dans le cadre des questions féminines, ce serait fortement souhaitable, tout en offrant une assistance technique supplémentaire aux animatrices de BRP. La collaboration existante entre les VCP et l'animatrice de Kouratongo constitue un modèle à suivre.

D'un autre côté, il est important que les volontaires femmes du Corps de la paix ne soient pas reléguées aux postes de promotion féminine simplement parce que ce sont des femmes. Si elles sont formées en agronomie ou en foresterie, il conviendrait qu'elles travaillent dans ces domaines. Elles offriraient un modèle utile à tous les effectifs en matière de collaboration avec une collègue compétente dans un domaine technique.

## C. Formation

Une formation utile découle des besoins du projet, exprimés dans les buts et sujets débattus ci-dessus. Trois différents types de formation semblent intéressants. Premièrement, il serait utile de former toutes les animatrices dans les domaines techniques des innovations qu'elles seront chargées d'encourager. Deuxièmement, il serait bon qu'elles soient formées en matière de théorie du développement, soulignant les principes d'organisation de base du projet, notamment la souplesse d'exécution, la sensibilité aux besoins locaux et la pérennité. Troisièmement, elles seraient en mesure de mieux remplir leurs fonctions si elles disposaient d'une formation formelle quant aux méthodes nécessaires pour analyser des besoins locaux et élaborer des réponses idoines à leur égard.

Les animatrices de BRP semblent effectuer la majorité de leur travail en collaboration avec les autres membres de l'équipe. Bien que ce soit important, au fur et à mesure de l'avancement du projet, il sera de plus en plus nécessaire qu'elles travaillent de façon autonome. Bien que certaines d'entre elles hésitent à travailler seules à l'heure actuelle, selon mes observations, leur interaction avec les villageoises indique qu'elles en sont professionnellement capables. Un surcroît de pratique et de formation permettrait de renforcer leur confiance en la qualité d leur travail autonome.

### C1. Formation technique

Un renforcement de connaissances devrait déboucher non seulement une plus grande confiance en soi des animatrices, mais il devrait également leur permettre d'autres tâches que celles correspondant à des ordres de base. Il devrait leur permettre de mieux comprendre les activités auxquelles elles encouragent les femmes locales, et de fournir une base de connaissances analogues à celles des autres techniciens. Il conviendrait que les activités auxquelles elles encourageront sans doute les villageois locaux constituent le thème sous-tendant une grande partie de ces connaissances techniques.

Comme détaillé ci-dessus, les techniques de conservation alimentaire, à employer ultérieurement au foyer, notamment pour d'éventuelles ventes, constituent une petite entreprise éventuelle probable pour les femmes. Certaines possibilités consistent en la conservation de fruits locaux, y compris les mangues et les oranges. Ces deux fruits pourrissent dans les champs en raison de leur abondance à certaines époques et des excédents sur les marchés. Si on pouvait les conserver, les femmes pourraient les vendre à d'autres périodes et à de plus grandes distances. Deuxièmement, il existe sur place des techniques améliorées: par exemple, plusieurs pays du Sahel ont des projets d'amélioration de préparation du karité, sous presse ou au four. Ces deux méthodes pourraient être étudiées en vue d'améliorer les possibilités de formation de revenus pour les femmes. L'apport de connaissances, pour les animatrices, sur ces techniques, leurs coûts et avantages potentiel, constitue une priorité essentielle.

Il serait également utile d'assurer une formation supplémentaire dans le domaine des techniques de stockage des aliments traditionnellement entreposés, notamment les céréales, et

ce, avant de mettre en œuvre les actions prévues par le plan de travail. Il s'agit, par exemple, de lutter contre les charançons des aliments séchés.

Les animatrices pourraient également tirer parti de la formation technique en matière de foyers améliorés, au bois. Bien qu'il soit peu probable qu'elles-mêmes, ou les femmes qu'elles motivent, construisent de fait les fours, de meilleures connaissances concernant les aspects techniques de la construction des fours, ainsi que la chimie de l'incinération, devraient les aider à mieux expliquer cette intervention aux populations locales.

Les villageoises qui souhaite entreprendre ces activités devront, elles aussi, être formées. Dans certains cas, la formation des animatrices pourrait leur suffire pour assurer elles-mêmes cette formation. Même si l'on retient les services de formateurs spécialisés pour des activités particulières, les animatrices offrent un meilleur soutien une fois que les villageoises sont formées, si leur propre formation technique est solide.

## **C2. Concepts de développement**

Bien que la plupart des documents sur le développement souligne les initiatives communautaires de développement, fondées sur les besoins ressentis par les nationaux, ainsi que la souplesse des travaux (par opposition à une démarche planifiée), en vue d'un développement pérenne, le fait reste que rare sont les projets de développement dont les travaux procèdent ainsi. La plupart sont conçus de haut en bas, et suivent des jeux de directives relativement rigides. Le projet GRN en Guinée, tout comme d'autres projets importants financés par des bailleurs de fonds, a été conçu du haut, mais il a été structuré de façon plus ouverte et souple que bien d'autres, si ce n'est la majorité, de ses prédécesseurs. En tant que tel, il constitue une expérience nouvelle pour le bailleur de fonds, l'équipe d'assistance technique, et le pays hôte. A cet égard, il s'agit d'une nouvelle expérience pour le bailleur de fonds, l'équipe d'assistance technique et le pays d'accueil. Il semble que les équipes du pays d'accueil, et notamment les animatrices, sans toutefois s'y limiter, trouveraient utile d'étudier plus avant ces thèmes de développement récents.

Le projet dans son intégralité se fonde sur l'idée, bien que les habitants locaux doivent être plus instruits sur les causes et les effets de l'épuisement des ressources, qu'il faille élaborer de meilleures voies vers la conservation des ressources, en partant du niveau communautaire et de la préhension de ce que les habitants considèrent être leurs priorités et leurs besoins. L'élaboration de plans de travail, appuyés sur des techniques d'évaluation rurale participative, se fonde sur ce concept. Il reste toutefois une tendance: les techniciens des zones concernées parlent des éléments dont il leur faut convaincre les habitants. Parallèlement, les villageois sont désireux de satisfaire les techniciens en suivant leurs suggestions, pour obtenir les avantages perçus du projet. Ces schémas de relations avec les villageois se sont développés sur une longue période et l'on ne pourra les changer en une seule session de formation ; toutefois, il serait utile de souligner ces questions de façon plus formelle.

Si une équipe procède en se fondant sur les besoins perçus des villageois, il pourrait y avoir plusieurs choix viables pour poursuivre une initiative de développement: la souplesse

est nécessaire pour développer une stratégie concordant avec le personnel et le lieu concernés. La capacité d'adopter une stratégie d'exécution souple a marqué la démarche du bassin versant de Diaforé en ce qui concerne la culture des piments. En certains endroits, le travail a été collectif, dans d'autres le défrichage a été collectif, et les parcelles ont été divisées en travaux individuels ultérieurs. Alors que la plupart des villages n'avaient qu'une seule parcelle, un village a décidé d'en faire deux, et cette démarche a été acceptée. Il conviendrait d'encourager ce type de principe et de démarche souple dans tous les bassins versants et toutes les interventions (lorsque faisable du point de vue logistique). Il serait utile de prévoir une formation en matière de concepts de développement récents, et les avantages et inconvénients d'une démarche planifiée ou souple.

Et enfin, il serait sans doute utile que toutes les équipes soient appuyées en matière de notions de développement durable. Bien que tous soient sensibilisés au concept d'utilisation durable des ressources naturelles, l'idée selon laquelle les actions du projet doivent être durables à l'issue du projet, n'a reçu qu'un soutien médiocre. L'équipe d'assistance technique est consciente de ce problème, mais son importance ne semble pas toujours avoir été transmise avec succès aux équipes de BRP. Il s'agit peut-être, en partie, d'un souhait commun de mise en oeuvre des programmes et d'obtention de résultats rapides, même si l'analyse préalable et les préparatifs d'exécution sont insuffisants. Bien que toutes les parties concernées (USAID, l'équipe d'assistance technique, les équipes de BRP) puissent être utiles en laissant les idées procéder, uniquement à la suite de préparatifs idoines, cela ne suffit sans doute pas en soi. Les équipes tireraient parti, à l'évidence, d'une meilleure compréhension de la pérennité du point de vue humain et écologique.

### **C3. Femmes dans le développement: animation et vulgarisation**

Un complément de formation serait utile dans un certain nombre de domaines concernant la pratique de la promotion féminine. La formation pourrait également être utile aux techniciens de BRP, et pour les animatrices.

Nombre d'initiatives antérieures et actuelles se fondent sur les concepts d'action de groupe. En ce qui concerne les initiatives économiques, on peut atteindre des économies d'échelle grâce aux efforts de groupe, et les opérations de crédit à petite échelle utilisent de plus en plus le modèle bancaire Grameen de garanties de groupe. Toutefois, toutes les activités n'ont ni le besoin, ni l'obligation de procéder selon un modèle d'organisation de groupe. A l'inverse, lorsque les groupes constituent la meilleure forme d'organisation, certains groupes pourront être auto-sélectionnés, alors que d'autres activités, par exemple celles du concept de terroir villageois, doivent prendre la collectivité dans son ensemble en qualité de groupe pertinent. Il existe une variété de moyens différents de création de groupes plus petits que la collectivité, et plusieurs manières de procéder, ainsi qu'une gamme de critères à employer.

A l'heure actuelle, les animatrices (et autres techniciens) n'ont aucun moyen d'évaluer différentes méthodes d'organisation de groupe, ni les échanges entre organisations individuelles et de groupe dans le cadre d'une activité particulière. Elles ont demandé une formation en matière de processus de formation de groupe, de dynamique de groupe et

d'évaluation des avantages et inconvénients des particuliers par rapport aux organisations de groupe. Il serait ici, comme ailleurs, utile de les informer sur des activités comparables en Afrique de l'Ouest et ailleurs.

Il serait également de disposer d'informations sur les charges de travail des femmes, et d'avoir des comparaisons de charges de travail dans d'autres régions du monde, notamment sur le continent africain. Il conviendrait que les animatrices apprennent des techniques d'évaluation de la ventilation du temps des femmes. Certains travaux appelés travaux féminins sont en fait effectués par des enfants, notamment des filles: il s'agit par exemple du puisage et du broyage des céréales. Les questions de travaux saisonniers pourraient également être comprises de façon plus détaillée. En comprenant mieux dans quelle mesure les travaux des femmes varient, et la manière de les évaluer, les animatrices seraient à même de jouer un rôle plus important dans l'évaluation de l'incidence potentielle de la charge de travail féminine sur les nouvelles activités proposées.

Selon les sociologues et les animatrices, une formation supplémentaire en gestion de petite entreprise serait utile, en sus de la session de formation déjà offerte par PRIDE. Nombre de questions sont regroupées dans le développement des petites entreprises, notamment les entreprises de groupe ou individuelles, le ré-investissement des revenus gagnés, comment trouver des marchés, et la comptabilité. Selon les équipes, une formation supplémentaire leur permettrait de mieux traiter de ces questions.

Et enfin, les animatrices souhaitent perfectionner leurs compétences en matière de formation. Bien qu'elles ne procèdent pas encore, à l'heure actuelle, à de la vulgarisation proprement dite, l'apprentissage de techniques de formation/enseignement leur permette d'être plus efficaces dans leur travail avec les femmes rurales.

#### **C4. Organisation de la formation**

Deux questions se font jour en ce qui concerne l'organisation des questions de formation. Premièrement, les animatrices devraient-elles bénéficier d'une formation "exclusive," ou faudrait-il inclure les autres techniciens? Deuxièmement, où seront-elles formées? La première question est pertinente puisqu'une partie de la formation, en l'occurrence les concepts du développement, pourrait être utile à toute l'équipe de BRP, et certains sujets sur les femmes dans le développement, par exemple le développement de micro-entreprises, seraient également intéressants. Néanmoins, il conviendrait qu'une partie de la formation soit offerte aux seules animatrices pour que les éléments de participation ne soient pas dominés par les techniciens hommes. L'intégralité de la formation technique devrait sans doute être offerte uniquement aux animatrices, afin qu'elles acquièrent des connaissances spécialisées spécifiques. Bien que l'on ne puisse s'attendre à ce qu'un supplément d'information change les valeurs culturelles de base concernant les formes de rapports idoines entre hommes et femmes, ou les types de personnalités de base, les femmes devraient en tirer une plus grande confiance en soi, accompagnée d'un approfondissement des connaissances.

En ce qui concerne le lieu du déroulement de la formation, il serait approprié, dans certains cas, de tenir la formation à Labé, où l'on convierait un instructeur. D'autres types de formation pourraient se tenir dans des villes à proximité, de façon régulière. D'un autre côté, il serait très utile que les animatrices soient en contact avec des homologues d'autres projets, dans le cadre d'un cours de formation centralisé (qu'elles pourraient suivre avec les animatrices d'autres projets), ou de tournées de projets dans d'autres régions du pays. Il est déjà prévu qu'elles rendent visite à des programmes dans des pays voisins, comme le Sénégal, le Mali ou le Burkina Faso: ce serait extrêmement intéressant pour elles.

---

## SECTION VI INDICATEURS POTENTIELS

---

La liste ci-dessous soumet plusieurs indicateurs à l'évaluation du spécialiste de suivi et d'évaluation, selon le personnel et le temps à la disposition de l'équipe chargée de cette tâche.

**Santé infantile:** selon bon nombre d'études, les suppléments de revenus des femmes leur servent à améliorer l'alimentation de leurs enfants. Il serait utile, non seulement pour suivre dans l'ensemble l'incidence du projet, de suivre un groupe témoin d'enfants en ce qui concerne leur santé. Grâce à des tableaux standard (consulter le responsable de l'USAID pour des exemplaires), on peut savoir quel est le pourcentage du groupe témoin en-dessous de la moyenne en ce qui concerne les éléments suivants: poids ou taille par rapport à l'âge, poids par rapport à la taille, et épaisseur cutanée du bras. Les conditions de vie s'améliorent si la proportion d'enfants en-dessous de la normale diminue.

**Instruction des enfants:** il convient de suivre les recensements scolaires (y compris la ventilation par sexe) pour relever les augmentations ou les diminutions. Obtenir une mesure brute de la fréquentation auprès des autorités scolaires pour savoir si elle augmente ou pas. Si le nombre de filles inscrites à l'école, et/ou leur fréquentation, augmente, il s'agit d'un autre indicateur de développement.

En ce qui concerne les améliorations d'approvisionnement en eau, étudier le temps nécessaire aux femmes pour s'approvisionner en eau (par des entretiens et des observations ponctuelles), en s'axant plus particulièrement sur les mois de la saison sèche. Relever des diminutions et leur importance. Effectuer des recensements ponctuels des incidents diarrhéiques, notamment à la fin de la saison sèche.

En ce qui concerne l'utilisation et les répercussions des foyers améliorés, mesurer le temps consacré par les femmes au ramassage du bois (grâce à des entretiens ou des enquêtes ponctuelles), la consommation de bois (enquêtes ponctuelles), le temps de cuisson d'un plat standard (choisir celui le plus courant), et le nombre de brûlures relevées.

**Epargne féminine:** les femmes épargnent des sommes d'argent non négligeables sous différentes formes: bétail (notamment ovins et caprins), bols émaillés, bijoux en or et vêtements. Il sera presque impossible de leur poser des questions directes sur les revenus en numéraire et d'obtenir des réponses fiables, mais l'on peut étudier ces éléments. Il sera également impossible d'obtenir des réponses fiables sur le bétail, mais l'on peut leur poser des questions sur leurs achats récents de bijoux. Il serait également rationnel de compter les bols émaillés appartenant aux femmes d'un groupe témoin.

**Contribution aux cérémonies et grandes occasions:** les femmes contribuent à un toute une gamme de cérémonies locales. Si leur contribution moyenne augmente, ce sera sans doute en raison d'une augmentation de revenus.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Detraux, Micheline, *Restauration et Aménagement du Bassin Représentatif Pilote (BRP) de Guetoya-Bantignol*, Guinée, Rapport de Mission, FAO, May 1992.
- Diaforé Watershed Team, Preliminary Workplan, Labé, 1993.
- Dissa Watershed Team, Preliminary Workplan, Labé, 1993.
- Fisher, Julie, with Mamadou Saliou Diallo and Boubacar Thiam, "Preliminary Report on Natural Resource Management Practices and Tenure Constraints and Opportunities in the Diaforé Watershed, Fouta Djallon, Guinea," Madison, WI, Land Tenure Center, 1993.
- Gladwin, Christina, "Fertilizer Subsidy Removal Programs and Their Potential Impacts on Women Farmers in Malawi and Cameroon," *Structural Adjustment and African Women Farmers*, Christina H. Gladwin, ed. Gainesville, FL, University of Florida Press, pp. 191-216, 1991.
- Gouvernement de la République de Guinée, "Programme de Développement Rural de la Moyenne Guinée, Document du Travail: Volet Promotion Féminine," Document Provisoire, January 1993.
- Koenig, Dolores, "Alternative Views of 'The Energy Problem': Why Malian Villagers Have Other Priorities," *Human Organization*, 1986.
- Koumantho, Zeinab Diallo, Séminaire: "Promotion Féminine et l'Animation Rurale," Labé, June 1993.
- Koundou Watershed Team, Preliminary Workplan, Labé, 1993.
- Le Magadoux, Agnès, "Rapport de Mission pour la Formulation et le Renforcement des Programmes de Formation dans la Production Agricole et le Développement Rural," FAO/MARA, December 1992.
- Roberts, William, "Farmer Choice and Household Strategies: Economic and Environmental Change in the Fouta Djallon, Republic of Guinea," Doctoral Dissertation, Department of Anthropology, The American University, 1991.

ANNEXE A

---

CHAMP D'ACTION DU TRAVAIL

**PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES  
B. P. 26, Labe, GUINEA**

**SCOPE OF WORK**

**Gender Analysis Specialist**

**I. Background**

The goal of the Guinea NRM project is to increase value added, sustainable agricultural production in three watersheds in the Fouta Djallon. Women are responsible for a major portion of production activities, and are the predominant users of the natural resource base. A range of information exists on the division of labor and agricultural activities that are performed by both men and women. Consideration of gender issues when conceptualizing and executing each project intervention is essential to assure sustainability of these activities. Each watershed team has a female technician (animatrice) who is responsible to work with the rest of the technical team to identify and address gender-related project issues and to act as a conduit to reach women in the target watershed population.

**II. Objective**

The objective of this short term consultancy will be to review how various GOG policies and regulations affect the well being of Guinean women and how project interventions can be targeted to encourage equitable, sustainable development for both women and men. The consultant will identify pertinent gender issues relative to programmed activities for the various watersheds and will improve the understanding of these issues among the project technicians.

**III. Scope of Work**

**The Gender Analysis Specialist will:**

1) Study background documents on NRM and small enterprise activities in the Fouta Djallon Highlands; analyze GOG policies and regulations affecting women; review diagnostic survey data and interventions proposed by the Guinea NRM team and how each activity will impact on the well-being of women.

2) Working with the local WID/Extension Specialist, visit all BRP's to identify gender issues associated with on-going and/or planned activities for the watershed population, and make recommendations on how these activities can favor sustainable development for both women and men.

3) Work with the watershed animatrices to improve their understanding of gender issues in their individual watershed, and to clarify and further integrate their program into that of the technical team.

4) Identify training needs of both the animatrices and village women in order to improve management and increase profitability of agricultural and artisanal activities.

5) Make recommendations to the technical assistance team and the regional coordination regarding how to effectively integrate the animatrices into the technical team.

#### IV. Qualifications

The selected candidate should have at least five years of experience working on WID/gender related issues in developing countries, preferably in Africa. French fluency is required.

#### IV. Reports

The consultant will produce a draft report on his/her activities and submit it to the TA/Guinea NRM Project, and to the USAID Project Officer in Conakry before departure. The report will give recommendations on gender related policy issues and how project interventions can best achieve sustainable development for both women and men. (S)He will debrief the USAID Mission prior to departure. Within 30 days from the end of the contract, the consultant will submit a final report, incorporating the comments made by the TA team and USAID/Conakry. This report will be sent to Chemonics International, 2000 M St, NW, Suite 200, Washington, D.C. 20036, for transmittal to the field office.

#### V. Period of Contract

The consultant will spend 4 weeks in Guinea beginning on/around June 15th, 1993. (S)He will need to spend about 1 week in Conakry, and the remainder of time in the three watersheds and Labe.

#### VI. Logistical Support

The Project Management Unit will be responsible for providing all logistical support to the consultant while in country, including accommodation, transportation, and making the initial contacts/appointments. The consultant should bring his/her own laptop computer; the printer and the photocopy machine at the PMU/Labe will be available if necessary.